Plus de 100 organisations envoient une lettre à l’UE pour défendre 6 ONG palestiniennes

26 novembre 2021



Plus de 100 partis politiques, syndicats, associations, ONG de défense des droits de l’homme et groupes de la société civile européens ont envoyé une lettre à Josep Borell, le Haut Représentant de l’Union européenne (UE) pour les affaires étrangères, dans laquelle ils expriment leur profonde inquiétude face à la décision d’Israël de qualifier six ONG palestiniennes de défense des droits de l’homme d’« entités terroristes ».

La lettre affirme que l’UE n’a pas fait assez pour protéger ces groupes palestiniens, appelle à un rejet clair de la désignation par l’UE, et demande à l’UE de suspendre l’acceptation d’Israël dans le très lucratif

programme de recherche et développement Horizon Europe.

Bruxelles, 25 novembre 2021

Monsieur le Haut Représentant,

En tant qu'organisations basées en Europe, nous souhaitons vous alerter sur la situation extrêmement grave créée par les calomnies de l'État d'Israël à l'encontre de six des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme les plus importantes et de renommée internationale : Addameer - association de soutien aux prisonniers et aux droits humain, Al Haq - Le droit au service des hommes, Bisan – centre de recherche et de développement, Defense for Children International - Palestine, l'Union des comités de travail agricole, l'Union des comités de femmes palestiniennes.

Après leur classification comme « terroristes » le 22 octobre, et avec l'ordre d'interdiction militaire qui a suivi le 7 novembre, elles sont en grand danger : leurs locaux peuvent être envahis ou fermés, leur matériel confisqué, leurs dirigeants et leur personnel arrêtés, et leur financement est mis en péril. Les services de protection qu'elles fournissent à la population palestinienne, ainsi que leur capacité à informer les instances internationales des violations des droits humains en Palestine, sont eux-mêmes mis en danger par cette décision. L'Union européenne doit rester fidèle à ses propres valeurs ; elle doit les protéger.

La déclaration du porte-parole du SEAE le 28 octobre n'était pas à la hauteur de la gravité de cette menace. En affirmant que l'UE « prend ces allégations extrêmement au sérieux » et en « engageant les autorités israéliennes à fournir davantage d'informations », elle donne du poids à des allégations contre des partenaires que l'Union européenne connaît parfaitement depuis des années, et elle légitime l'idée que l'Etat d'Israël aurait une raison légitime de se saisir de la question. Ceci est doublement faux : d'une part parce que ces organisations sont soumises au droit palestinien et que l'Etat d'Israël n'est en rien qualifié pour les déclarer illégales, d'autre part parce que les dirigeants israéliens qui les accusent sont les mêmes qui pourraient être mis en cause par les procédures de la CPI…,qui elles-mêmes pourraient se fonder sur les informations et les dossiers d'enquête fournis par ces ONG.

Nous vous demandons donc tout d'abord une déclaration publique beaucoup plus claire sur cette question. En particulier, nous vous demandons de :

- rejeter clairement les allégations israéliennes et remettre en cause leur légitimité,
- renouveler publiquement votre confiance dans ces organisations de défense des droits humains, qui font un travail remarquable et indispensable sur le terrain,
- demander formellement au gouvernement israélien de revenir sur ses décisions de les désigner puis de les interdire,
- informer tous les donateurs et intermédiaires financiers de votre rejet des décisions prises par l'État d'Israël et de votre confiance dans les ONG en question,
- recevoir officiellement, à votre niveau, les dirigeants de ces ONG et les assurer de votre soutien total,
- soutenir publiquement et financièrement l'action de la CPI y compris pour le cas de la Palestine.
- Au-delà de cette déclaration indispensable, il est nécessaire de passer à l'action.
  Le premier acte que vous pouvez poser, avec la Commission européenne dont vous êtes le vice-président, concerne l'accord associant Israël au programme de recherche et développement Horizon Europe. Si l'on peut imaginer que même le simple respect des lignes directrices de juillet 2013 n'était pas franchement approuvé par Israël, la Commission a probablement voulu faire un « geste positif » envers Israël en déclarant le 18 octobre que les négociations étaient terminées. On connaît le résultat : quatre jours plus tard, l'État d'Israël lançait la plus grave offensive de son histoire contre les organisations palestiniennes de défense des droits humains. Et quelques jours plus tard, le 30 octobre, l'ambassadeur israélien déchirait à la tribune de l'ONU le rapport du Comité des droits de l'homme de l'ONU.

Dans un tel contexte, la signature de cet accord, prévue le 9 décembre, serait une honte pour l'Europe. Nous vous demandons, Monsieur le Haut Représentant, de prendre les mesures nécessaires pour suspendre la signature de cet accord. Il s'agit d'une simple mesure de décence. Au-delà, des mesures plus contraignantes devront être prises si l'Etat d'Israël persiste dans sa position.

Télécharger la lettre en version pdf

1. European Coordination of Committees and Association for Palestine (ECCP) Europe
2. Fédération Internationale pour les droits humains – FIDH
3. Trócaire – Ireland
4. Sinn Féin – political party – Ireland
5. Europe Ecologie Les Verts – political party – France
6. Confédération générale du travail (CGT) – trade union – France
7. FIOM-CGIL – trade union – Italy
8. Irish Congress of Trade Unions – trade union confederation – Ireland
9. Unite the Union, Ireland Region – trade union – Ireland
10. UNISON Northern Ireland – trade union – Ireland
11. People Before Profit – political party – Ireland
12. Parti Communiste Français (PCF) – political party – France
13. Parti de Gauche – political party – France
14. Ensemble ! – political party – France
15. BIJ1 (Political party) – Netherlands
16. Mouvement des Jeunes Communistes de France – political party France
17. Confédération Paysanne – trade union – France
18. Fórsa SENO Branch – trade union – Ireland
19. Belfast and District Trades Union Council – trade union – Ireland
20. Ireland-Palestine Solidarity Campaign – Ireland
21. Trade Union Friends of Palestine – Ireland
22. MOC – Movement of Christian Workers – trade union – Belgium
23. Union syndicale Solidaires – trade union – France
24. Craigavon Council of Trade Unions – trade union – Ireland
25. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) – MENA
26. European Coordination Via Campesina – Europe
27. European Trade Union Network for Justice in Palestine – Europe
28. Sadaka – The Ireland Palestine Alliance – Ireland
29. Ligue des droits de l'Homme (LDH) – France
30. Suomen Rauhanpuolustajat – Finnish Peace Committee
31. Defence for Children International – Switzerland
32. Defence for Children International – Belgium
33. Students for Justice in Palestine Dublin City University – Ireland
34. Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – France
35. MRAP – France
36. The Rights Forum – Netherlands
37. Jewish Voice for Just Peace Ireland – Ireland
38. Centre for Global Education – Ireland
39. Cairde Palestine Belfast – Ireland
40. Gaza Action Ireland – Ireland
41. Academics for Palestine – Ireland
42. MENA GROUP/Rete in difesa di (diritti umani e chi li difende) – Italy
43. Association France Palestine Solidarité (AFPS) – France
44. Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) – Belgium

45. Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) – France
46. British Committee for the Universities of Palestine – UK
47.Plateforme des ONGs Françaises pour la Palestine – France
48.Women's International League for Peace and Freedom, Finland
49.Humanitas-Centre for global learning and cooperation – Slovenia
50.Association Belgo-Palestinienne – Belgium
51. France Palestine Mental Health Network – France
52. Viva Salud – Belgium
53. Union Juive Française pour la Paix – France
54. ICAHD Finland – Finland
55. Deutscher Koordinationskreis Palastina Israel (KOPI) – Germany
56. European Legal Support Center – Netherlands
57. Comite Pour Une Paix Juste Au Proche Orient – Luxembourg
58. Cultura è libertà, una campagna per la Palestina – Italy
59. AssopacePalestina – Italy
60. DocP – BDS Nederland – Netherlands
61. Nederlands Palestina Komitee – Netherlands
62. Buendnis fuer Gerechtigkeit zwischen Israelis und Palaestinensern e.V. BIP
– Germany
63. BDS Berlin- Germany
64. Finnish-Arab Friendship Society – Finland
65. Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) – France
66. Pand – Performars and Artists for Peace – Finland
67. Društvo UP Jesenice – Slovenia
68. Belgian Campaign for Academic and Cultural Boycott of Israel (BACBI) – Belgium
69. Mouvement de la Paix – France
70. Une Autre Voix Juive – France
71. Association des Travailleurs Maghrébins de France – France
72. Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine – France
73. Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – France
74. Vrede vzw – Belgium
75.Dynamo International – Belgium
76.Les Femmes en Noir – France
77. Rete Romana di Solidarietà con il Popolo Palestinese – Italy
78. Rete Antirazzista – Firenze, Italy
79. Association France Palestine Solidarité Nîmes, France
80. Association "Pour Jérusalem" – France
81. Odv Salaam Ragazzi Dell'Olivo Comitato Di Tireste – Italy
82. Forum Palestine Citoyenneté – France
83. Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient – France
84. Assopace Palestina Firenze – Italy
85.Chrétiens de la Méditerranée – France
86.Associazione Cinema e Diritti – Italy
87. Associazione di Amicizia Italo-Palestinese NLUS – Italy
88. Comitato Pistoiese per la Palestina – Italy
89. Donne in nero Italia – Italy
90. COSPE – Italy
91. CRED – centro di ricerca ed elaborazione per la democrazia – Italy
92. Campagna Ponti e non Muri di Pax Christi Italia – Italy

93. Giuristi Democratici – Italy
94. CPPI Saint-Denis [Collectif Paix Palestine Israël] – France
95. New Weapons Research Group – Italy
96.Women in Black Vienna – Austria
97.Slovene Philanthropy – Slovenia
98. Not in Our Name – For a Just Peace in the Middle East – Czech Republic
99. Collectif Faty Koumba – France
100. La Courneuve Palestine – France
101. Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie – France
102. BDS Italia – Italy
103. Stichting – Groningen-Jabalya – Netherlands 104.UK-Palestine Mental Health Network – UK
105.Wilpf –Finland
106. Ipri-ccp –Italy
107. Comunità delle Piagge–Italy
108. Aderisco a nome del Comitato varesino er la Palestina–Italy
109.Pro Palestina –Italy
110. Stradafacendo – Italy

Crédits photo : Parlement européen / Flickr Creative Commons

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Actualités >
- Adresse de cet article : https://stopcolonies.fr/Plus-de-100-organisations-envoient-une-lettre-a-l-UE-pour-defendre-6-ONG